

Pomme de terre

10 000 TONNES DÉSTOCKÉES POUR ÉVITER LA SPÉCULATION

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6965 - LUNDI 12 AVRIL 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

138 nouveaux cas et 4 décès en 24 heures

Page 16

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

JIL JADID S'EN PREND AUX BOYCOTTEURS

La participation de Jil Jadid aux prochaines législatives a fait, l'unanimité au sein de son conseil national. C'est ce qu'a indiqué, hier à Alger, le président du parti, Djilali Soufiane, lors d'une conférence de presse, estimant que la composante actuelle du paysage politique fait de son parti «le seul représentant du courant démocratique et de l'opposition authentique».
Page 3



GRÈVE DES DOUANIERS LES 18 ET 19 AVRIL

LE COMITÉ DES TRAVAILLEURS DES DOUANES DÉMENT

Page 2

YOUCEF BELMEHDI À TIZI OUZOU :

«CETTE WILAYA EST UNE TERRE D'ISLAM ET DU CORAN »

Page 5

ANNABA

17 HARRAGA INTERCEPTÉS

Page 16

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Parution prochaine du décret présidentiel



LE CONSEILLER auprès du président de la République, chargé du Mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane a annoncé, dimanche à Tlemcen, la parution prochaine du décret présidentiel de la création d'un Observatoire national de la société civile, au Journal officiel de la République algérienne (JORA).

M.Berramdane a souligné, dans son allocution lors d'un colloque national sur «Le jeune et la société civile», organisé par le bureau de Tlemcen de l'Académie de la société civile algérienne, au siège du Centre des études andalouses, que «l'Observatoire national de la société civile est un projet effectif notamment après son approbation par le Conseil des ministres», soulignant que sa parution est pour très bientôt au JORA.

«Le rôle de l'observatoire est essentiel dans la promotion du sentiment d'appartenance au pays, la mise en place de mécanismes, la proposition d'idées et la présentation d'un rapport annuel au président de la République avec tout ce qui a trait à la situation de la société civile algérienne à l'intérieur et à l'extérieur le pays», a-t-il déclaré.

L'Observatoire national renforcera le rôle de la société civile et sa promotion en adaptation avec l'environnement et doit servir l'intérêt général, en tant que dispositif réel, pour la formation de la société civile, l'intérêt général, en plus de contribuer à la création d'espaces nécessaires permettant aux membres de la communauté nationale à l'étranger d'adhérer à l'ensemble des projets visant la réalisation du développement social et économique du pays, a-t-il ajouté.

M.Berramdane a affirmé «la volonté politique du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en cohérence avec les aspirations de la société civile algérienne agissante, laquelle est maintes fois exprimée pour lui donner sa place réelle, en tant que partenaire aux côtés des institutions de l'Etat, pour contribuer à l'édification d'un Etat algérien fort».

Il a appelé, par la même, la société civile à participer à la sensibilisation des diverses franges de la société afin de leur éviter les manipulations et les rumeurs qui visent l'instabilité du pays.

Les travaux de ce colloque ont été marqués par deux communications animées par des académiciens de l'université de Tlemcen, la première traitant de la place des jeunes et la société civile dans la nouvelle Constitution et la deuxième a abordé le rôle des organisations de la société civile entre la révision de la nouvelle Constitution et la loi des associations. M. D.

GRÈVE DES DOUANIERS LES 18 ET 19 AVRIL

Le Comité national des travailleurs des douanes dément

Annoncée pour les 18 et 19 du mois en cours, la grève des douaniers divise. Le Comité national des travailleurs des douanes a démenti le préavis de grève des agents des douanes relayé sur les réseaux sociaux.



Le Comité national des travailleurs des douanes nie, de ce fait, tout lien avec ce préavis qualifié de mensonger et dont la source est inconnue. Dans un communiqué rendu public hier, le comité affirme que ceux qui ont appelé à ce débrayage ne représentent «ni de près ni de loin» les personnels douaniers. Il déplore ainsi «cet acte attentatoire à l'administration douanière, qui ne ménagera aucun effort pour le développement du secteur et l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des personnels des douanes», rappelant que les revendications socioprofessionnelles des personnels des douanes ont été prises en charge lors de la réunion des sections syndicales au niveau de la Direction générale des douanes l'année dernière. Le comité opte pour le dialogue avec l'administration. «Le comité a fait part de son rejet catégorique de toute manœuvre, autre que le dialogue transparent», note le comité qui veut pour preuve l'installation, par le DG des douanes, de plusieurs comités œuvrant à la satisfaction des revendications des personnels du secteur. Des poursuites judiciaires vont être engagées contre les auteurs de cet acte, selon les affirmations du comité. Cependant, il semblerait que ce ne sont pas tous les douaniers qui partagent l'avis du comité national, d'autant que certains ne cachent pas leur colère et déplorent leurs conditions de travail. En effet, c'est un groupe d'agents, d'officiers et de cadres des douanes, non affiliés à un syndicat, qui ont lancé cet appel à la grève pour faire entendre leurs voix. Selon les auteurs du communiqué, la situation est intenable. Ils mettent en avant, entre autres, les conditions de travail difficiles, l'anarchie dans l'organisation et la distribution des tâches, les heures de travail qui dépassent les 10 heures par jour, en plus de la dégradation du climat de travail, l'absence de toute valorisation salariale, de promotion et de concours professionnel depuis plusieurs années. Les initiateurs de ce mouvement de grève ne comptent pas s'arrêter là car ils envisagent de hausser le ton en recourant, encore une fois, à la grève durant les mois de mai, juin et juillet si leurs revendications venaient à ne pas être prises en charge. Le suivi de cet appel à la grève dépend de l'adhésion ou non des douaniers à ce mouvement qui ne fait pas l'unanimité. Si cet appel est massivement suivi, une paralysie des ports et des postes frontaliers est à craindre.

Lilia Aït Akli

CENTRE ANTI-CANCER D'AMIZOUR/ BÉJAÏA

Le projet enfin débloqué

LA CONCRÉTISATION du centre anti cancer d'Amizour qui a, beaucoup, fait couler d'encre pendant ces longues dernières est enfin acquise. Le projet a, enfin, été débloqué puisque toutes contraintes ont été levées. Le marché qui a, provisoirement, été confié à Cosider a été officialisé et cette entreprise peut désormais débuter les travaux puisque l'ordre de service (ODS) a, aussi, été signé et remis à l'entreprise. «Le directeur de la santé de wilaya de Béjaïa a signé, au nom du wali, le marché pour la réalisation du centre anti cancer dont la réalisation est prévue au niveau de la commune d'Amizour», a indiqué à, ce sujet, la cellule de communication de la wilaya. Pour rappel, le projet avait été inscrit en 2008 avant d'être gelé en 2014 puis dégelé en 2018 pour se heurter encore à des oppositions d'exploitants terriens de la région qu'il fallait dédommager ainsi qu'un cultivateur d'oliviers qui a revendiqué l'indemnisation de ses jeunes pousses d'oliviers sur 2ha. «L'ODS a été signé après le règlement de toutes les oppositions, le règlement des différentes procédures administratives, la réception de l'accord et la validation des différents secteurs concernés», a souligné la même source. Et d'ajouter : «un arrêté d'expropriation du terrain devant abriter ce centre ainsi que l'indemnisation des exploitants d'oliviers a été signé par le wali après la saisie des instances concernées». La réalisation de ce projet va certainement soulager les malades qui sont contraints de se rendre régulièrement vers différents centres spécialisés situés dans d'autres wilayas pour subir des séances de soins ce qui n'est toujours pas facile pour eux et leurs familles. Une fois érigé, cet établissement disposera d'une capacité d'accueil de 140 lits. Il devra prendre en charge les patients de la wilaya de Béjaïa et des wilayas voisines dont Bouira, de Bordj Bou-Arréridj et de Jijel. En plus des services de consultation, d'hospitalisation, d'analyses (Laboratoire), d'imagerie médicale (radiothérapie), il comprendra également un service dédié à la chirurgie ainsi que la prise en charge des enfants atteints de cancer. Il est de noter que le projet en question sera érigé sur une superficie de 7ha et coûtera environ 550 milliards de centimes. N. Bensalem

ÉDUCATION À BÉJAÏA

Des travailleurs réclament l'amélioration de leurs conditions

UN DÉBRAYAGE de deux heures a été observé hier par les travailleurs de la direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa sous la houlette de la section syndicale locale (UGTA). Cette a action a appuyée par un sit-in de protestation. Les grévistes ont exprimé leur mécontentement par rapport à la dégradation de leurs conditions socio-professionnelles et conditions de travail. Ils ont interpelé le premier responsable de la direction de l'éducation afin de prendre en charge leurs doléances dont la régularisation des situations socioprofessionnelles liées à la carrière des travailleurs du siège dont celles restées en suspens depuis de longues années comme, les promotions au choix des travailleurs cumulant de très longues années d'expérience, la notation pédagogique du personnel d'intendance et des enseignants, la dotation des bureaux en moyens matériels notamment, le mobilier et autres moyens de travail, l'aménagement d'un réfectoire et le règlement de certains soucis vécus par des travailleurs. «Des responsables de la section syndicale de la DE devait rencontrer dans l'après-midi le directeur de l'éducation afin d'aborder les revendications mises en avant par le partenaire social et dégager des solutions», nous a-t-on confié.

N.B.

IL S'EN EST PRIS AUX BOYCOTTEURS

Jil Jadid participera aux législatives du 12 juin

La participation de Jil Jadid aux prochaines législatives a fait, samedi, l'unanimité au sein de son conseil national. C'est ce qu'a indiqué, hier à Alger, le président du parti, Djilali Soufiane, lors d'une conférence de presse, estimant que la composante actuelle du paysage politique fait de son parti «le seul représentant du courant démocratique et de l'opposition authentique».



Sur le plan technique, Djilali Soufiane a affirmé que le parti a formé 50 listes et pu collecter plus de 25 000 signatures à travers plus de 40 wilayas en prévision de la course électorale du 12 juin prochain. Pour ce qui est des candidats, les listes ont été ouvertes à ceux qui étaient dans le Hirak du 22 février et croient en la vision de Jil Jadid, dont le nombre de nouveaux membres adhérents connaît une courbe ascendante, a-t-il précisé.

Le chef u parti s'est attaqué aux partis ayant opté pour le boycott des prochaines échéances, estimant que ces formations politiques, qui ont déjà participé aux élections organisées sous l'ancien régime, refusent aujourd'hui de participer au rendez-vous du 12 juin sous prétexte que «les conditions démocratiques ne sont pas réunies». «Selon leur logique, nous étions dans un régime démocratique que le Hirak est venu casser !», a-t-il argué, ajoutant qu'une telle position fait de ces partis «des alliés de l'ancien régime».

Pour le patron de Jil Jadid, le parti a toujours eu des positions après évaluation et lecture de la situation politique en toute indépendance et responsabilité. Il a toujours avancé que le vide politique favoriserait un retour en force des appareils «bouteflikiens». Il considère que la composante actuelle du paysage politique fait de Jil jadid «le seul représentant du courant démocratique». «Le paysage politique du 12 juin est comme suit : il y a des partis «bouteflikiens» qui dirigeaient le pays et dilapidaient ses richesses et qui sont aujourd'hui présents et vont probablement revenir en force car on leur a laissé un vide.

Ce courant «nationaliste» a pris racine et il est toujours capable de porter préjudice à la scène politique. Il y a aussi le courant «islamiste» qui défend, légitimement, ses idées et projets. Ces deux courants constituent désormais la grande majorité de l'activité politique», a-t-il décortiqué.

Cependant, Jil Jadid a regretté que d'autres partis de l'opposition aient décidé de boycotter les prochaines échéances, estimant que leur présence aurait permis de former un «bloc des démocrates» en mesure de s'imposer au sein de la future Assemblée nationale. «Nous allons accomplir notre rôle en bonne et due forme afin de défendre les valeurs démocratiques et la modernité de l'Etat algérien à travers l'exercice d'une opposition authentique», a déclaré le chef du parti, qui se dit pour une citoyenneté basée sur le respect de la diversité des idées, des visions et celle des opinions, non sans insister sur le respect des libertés individuelles.

A en croire les assertions du président du parti, Jil Jadid subissait des pressions et des offres «alléchantes» ont été proposées par des militants issus de certains partis ayant servi l'ancien régime en vue de se présenter comme candidats sur les listes de Jil Jadid.

Chose que la direction du parti a refusé, a-t-il fait savoir, soulignant que «le parti réitère son attachement au renouvellement de la classe politique, et que les postes de l'Etat soient confiés à de nouveaux visages censés être l'émanation du peuple et du cœur du Hirak «.

Par ailleurs, Djilali Soufiane a révélé que, lors de l'opération de souscription des signatures, il s'est avéré que les hommes de l'ancien pouvoir sont bel et bien enracinés dans les rouages de l'administration locale, mettant en garde contre certaines dérives observées sur le terrain.

Selon ses précisions, certains partis ont procédé à la collecte des signatures à travers des listes préétablies sans avoir obtenu au préalable l'accord des électeurs, ce qui constitue, selon lui, «une grave dérive».

En somme, le parti participe au jeu politique en vue d'instaurer l'esprit du Hirak au sein des institutions de l'Etat et de faire émerger une nouvelle carte politique tant revendiquée par le peuple. Telle est l'intime conviction de Jil Jadid.

Aziza Mehdid

Le RND confiant et prêt

LE RASSEMBLEMENT national démocratique ne semble point développer le moindre complexe par rapport à son passé. Parti symbole collé au régime déchu de Bouteflika, ou appareil réservoir du système, le RND veut se relancer maintenant grâce aux élections législatives anticipées du 12 juin prochain. Son patron, Tayeb Zitouni, se dit optimiste sur les chances de sa formation lors de prochaines joutes, ne craignant ni vote sanction, ni défaite accablante. L'image collée au parti a sans doute été l'une des premières épreuves de la nouvelle direction. Une image qui ne lui fait plus peur. La base militante et surtout l'encadrement ont été victimes de ce passé et la réputation, tout comme l'envergure du parti, s'est considérablement ternie.

Aujourd'hui, passé le choc politique du hirak et le rejet populaire, le RND s'emploie à restructurer ses rangs, à défendre un discours novateur, dit du « consensus responsable», à réapproprier une nouvelle légitimité électorale et reconstruire un programme démocratique.

Avant hier, lors d'une rencontre avec la commission chargée des préparatifs des législatives, au siège du parti, le président du RND se veut rassurant quant à l'avenir politique et électoral de sa formation. Selon ses assertions, le parti qui fut dirigé pendant vingt ans (sauf quelques mois d'intermèdes de Bensalah après une fronde interne en 2012) par l'ex Premier ministre Ahmed Ouyahia, aujourd'hui incarcéré et condamné pour plusieurs affaires, demeure une force intacte. Il dirige 500 APC et une dizaine d'APW, présent encore avec plusieurs sénateurs, le RND semble être sûr de sa machine lors des prochaines législatives.

D'ailleurs, l'exercice de parrainage, qui est l'une des épreuves test pour un parti politique, a été un grand succès. En quelques jours, le parti a engrangé plus de 60.000 signatures, attirant de milliers de demandes d'adhésion dont des jeunes cadres des deux sexes et des universitaires.

Zitouni a évoqué, lors de cette réunion, que pas moins de 1300 dossiers de candidats sont déjà validés, en attendant de centaines d'autres les prochains jours. Il a estimé que la direction nationale a laissé toute la liberté aux structures régionales et locales dans la confection des listes et dans tout le processus de choix des candidatures et les parrainages. Sans pour autant exclure quelques actions d'entraves émanant de pontes du parti au niveau de certains bureaux locaux, estimant qu'il s'agissait de vieux reflexes hérités du règne de la bande.

Selon lui, le RND demeure un «réservoir des élites et des cadres».

Pour Zitouni, le parti est capable de garder sa force politique et une présence certaine dans le futur parlement. Il se dit même que le RND fera partie d'une majorité présidentielle, qu'il refuse une démarche façonnée vers l'opposition.

Participationniste, presque pragmatique, le patron du RND sait que c'est le moment d'effacer les anciennes dérives de Ouyahia ou de Bouchouareb, qu'il faut les dénoncer, quitte à assumer des discours proches du mouvement populaire du hirak.

D'ailleurs, le RND semble assumer maintenant un langage politique qui défend la ligne actuelle du chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, se disant proche de ses engagements et ses promesses. Visiblement, le parti de Bensalah veut garder sa vieille proximité politique et institutionnelle avec les hautes sphères décisionnelles.

Mohamed Kouini

SERVICE NATIONAL

La décentralisation a réduit les délais de prise en charge

L'OUVERTURE de bureaux du Service national à travers la totalité des wilayas du pays et des willayas déléguées a réduit les délais de prise en charge des préoccupations des citoyens et la couverture de leurs doléances, ont estimé, dimanche, les responsables en charge de l'organisation de portes ouvertes sur le Service national, abritées par le Centre d'information territorial de la 1ère Région Militaire de Blida.

«Ces bureaux du Service national ont contribué à la réduction du délai de prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment les jeunes désireux de régler leur situation vis-à-vis du Service militaire, tout en atténuant les difficultés de déplacement sur de longues distances», ont ajouté les mêmes sources, soulignant, également, la «contribution des éléments du Service national, dans une grande part du développement du pays, à travers leur participation à la réalisation de nombreux grands projets, dont des aéroports, des barrages, et des lignes ferroviaires», est-il précisé de même source.

Assurant que le Service national «était et demeurera une vieille école d'entrainement et de formation des générations, pour lesquelles sont enseignés les principes du sacrifice et de la rigueur, et de l'émergence des compétences et aptitudes», tout en constituant un «trait d'union entre le citoyen et son armée».

En procédant à l'ouverture de ces journées d'information, le commandant régional de la défense aérienne du territoire, le général Azzedine Hammad, a affirmé que le Service national a «changé les mentalités et a donné un nouveau sens au concept de la patrie, en englobant les valeurs de citoyenneté et du droit de défendre les acquis du pays», lançant un appel aux jeunes en vue de saisir cette opportunité pour prendre connaissance des «réalisations concrétisées par les éléments du Service national, dont le barrage vert et la RN 01 transsaharienne», a-t-il relevé.

Le général Azzedine Hammad a, également, salué les sacrifices et actes héroïques des éléments de la première promotion du Service national, enrôlée le 21 avril 1969, qui ont «préféré accomplir le devoir national dans les monts et dans les déserts, au lieu des villes, et ont innové dans l'édification de villages pilotes et de dizaines de villages socialistes», a-t-il souligné.

Ces portes-ouvertes, d'une durée de deux jours, englobent de nombreux stands d'exposition axés sur l'institution du Service national et l'explication de la loi sur le Service national, visant à informer le large public, et les jeunes concernés notamment sur, entre autres, les conditions d'exemption, ou de report et autres avantages stipulés à leur profit.

Le Service national a été institué en 1968 en vertu de l'ordonnance N 68-82 datée du 16 avril 1968. La première promotion en la matière a concerné les citoyens nés en 1949, qui ont été enrôlés le 21 avril 1969, l'objectif étant de faire participer les citoyens à toutes les missions d'intérêt national, et dans la gestion de différents secteurs économiques et sociaux et autres besoins de la défense nationale.

S. O. B.



ZONES ÉLOIGNÉES

Création de circuits pour la promotion du tourisme domestique

LE MINISTRE du Tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Mohamed Ali Boughazi a affirmé, dimanche, à Chechar (55 km au sud de Khenchela) que son département aspirait «à créer des circuits touristiques dans les zones éloignées pour faire la promotion du tourisme domestique».

Lors d'une visite au site de Taberdga dans ladite commune au titre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Khenchela, M. Boughazi a indiqué que «la promotion du tourisme national domestique est tributaire d'une exploitation optimale des potentialités locales», soulignant «la possibilité d'exploiter la région du Rif à travers l'aménagement de circuits touristiques pour la promotion du Tourisme interne dans une première étape, avant de cibler les étrangers et la communauté nationale établie à l'étranger».

Visitant une exposition des tapis traditionnels dans la commune de Babar, le ministre a fait savoir que «le tapis de Babar revêt à la fois une valeur morale et matérielle en ce sens qu'il symbolise le patrimoine et les traditions de la région», insistant sur «l'importance d'adopter de nouveaux mécanismes de soutien aux métiers de l'artisanat et de promouvoir le travail familial de la femme au foyer et de la femme rurale».

Lesdits mécanismes prévoient, a-t-il poursuivi, «d'encourager la femme dans les zones d'ombre à créer des micro-entreprises génératrices de richesse et d'emploi, et de favoriser l'investissement dans ces régions auxquelles le président de la République, Abdelmadjid Tebboune accorde une importance majeure».

Le ministre a appelé, en outre, l'ensemble des acteurs du secteur à associer le secteur de l'artisanat et des métiers «à la création de richesses et à la diversification de l'économie nationale pour rompre avec la dépendance aux hydrocarbures».

Après avoir écouté au siège de la chambre de l'artisanat et des métiers, au chef-lieu de la wilaya, les différentes préoccupations des artisans notamment celles liées à la commercialisation de leurs produits, M. Boughazi a plaidé pour l'adoption de nouveaux moyens de commercialisation, préconisant d'investir les réseaux sociaux et d'utiliser les nouvelles technologies».

Qualifiant l'artisanat de «legs culturel et historique représentant l'image de l'Algérie à l'étranger», le ministre a assuré que «toutes les facilités étaient accordées aux professionnels du secteur».

M. Boughazi poursuivra sa visite dans la wilaya par la pose de la première pierre du projet d'un village de vacances dans la commune de Yabous et la visite du projet d'un parc d'attraction dans la commune de Khenchela, dont les travaux sont à l'arrêt depuis 4 ans.

Par ailleurs, le ministre présidera l'inauguration d'un hôtel 4 étoiles dans la commune de Hamma et inspectera la station thermale de Hammam Essalihine.

H. B.

POMME DE TERRE

10 000 tonnes déstockées pour éviter la spéculation

L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a procédé au déstockage de 10 000 tonnes de pomme de terre pour leur mise sur le marché de gros, et ce afin de réguler le marché et stabiliser les prix, évitant ainsi la spéculation autour de ce produit de large consommation.



Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le ministère de l'Agriculture a précisé que cette quantité de pomme de terre sera mise sur les marchés de détail et de gros cette semaine, dans 14 wilayas. Il convient de noter que l'opération de déstockage a commencé en mars dernier pour approvisionner les marchés et se prolongera jusqu'au 20 avril, selon la même source.

L'ONILEV rassure sur le fait que les stocks nationaux de pomme de terre sont suffisants pour plusieurs mois encore. En effet, cette opération de déstockage s'effectue en coordination avec 31 opérateurs propriétaires de chambres froides ayant signé des contrats avec l'ONILEV pour que les quantités déstockées soient directement injectées sur le marché de gros en période creuse.

Cette opération, toujours en cours, a concerné les marchés de 21 wilayas dont 14 marchés de gros, en sus de l'ouverture de 25 points de vente directe au profit des citoyens, au prix de 30 à 40 DA/kg, d'où la baisse des prix sur les marchés. Le directeur général de l'ONILEV, Mohamed Kharroubi a fait savoir, au début de l'opération de déstockage, que l'organisme qu'il dirige a accompagné les agriculteurs stockeurs de pomme de terre associés au programme de régulation des produits agricoles de large consommation, à l'instar de la pomme de terre qui a enregistré récemment une fluctuation due aux conditions météorologiques dans les wilayas du Sud, où les vents de sable ont entravé l'opération de récolte à Oued Souf.

Outre les quantités stockées, la récolte de la pomme de terre primeur se poursuit, selon lui. A l'exception de Oued Souf, il y a d'autres wilayas, à l'instar de Bouira, Aïn Defla, Djelfa et Mostaganem, où l'on procède à la récolte, ce qui permettra d'approvisionner le marché en attendant la pomme de terre saisonnière.

Il convient de rappeler que l'ONILEV s'est engagé à assurer la régulation des marchés en vue de lutter contre le monopole et la spéculation, et ce jusqu'à la fin de cette «épreuve nationale». Il a appelé les consommateurs de la société civile à faire preuve de «cohésion et de solidarité, particulièrement en cette conjoncture sanitaire que traverse le pays».

Lynda Louifi

AGRICULTURE-AGROALIMENTAIRE

Ouverture aujourd'hui d'un forum sur l'investissement dans le secteur

LE MINISTÈRE de l'Agriculture et du Développement rural organise aujourd'hui un forum sur l'investissement agricole et agroalimentaire, sous le thème «l'investissement, levier de la croissance agricole et agroalimentaire».

Organisé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le forum sera ouvert par le premier ministre, Abdelaziz Djerad, et verra la participation de membres du gouvernement, d'opérateurs économiques et investisseurs, d'organisations patronales et d'institutions et organismes publics et privés.

La rencontre s'inscrit dans le cadre des programmes de la feuille de route du secteur pour la période 2020-2024, émanation des 54 engagements du président de la République, précise la même source.

Ce forum se veut être «une occasion de présenter les opportunités d'investissement d'une part, et d'autre part, permettre aux porteurs de projets et aux investisseurs potentiels d'exprimer leur volonté d'investir dans la production agricole y compris dans sa transformation tout en s'inscrivant dans l'approche développée par le secteur au titre de la promotion des investissements structurants et du développement des filières stratégiques notamment céréalière, sucrière, oléagineuse et fourragère», selon le ministère.

Pour cette manifestation, les compétences des différents secteurs concernés et les acteurs créateurs de richesse ont été mobilisés en vue d'asseoir les conditions de complémentarité et de responsabilité pour s'assurer de leur implication dans une perspective d'amélioration de la production et de la productivité, avec un impact attendu à moyen terme, sur la réduction des niveaux des importations et l'amélioration du niveau des exportations.

Etant une opportunité pour promouvoir et concrétiser des projets d'investissement notamment dans le Sud et les Hauts plateaux, les organisateurs de cette manifestation veulent faire du forum une occasion d'informer les investisseurs du potentiel offert et des dispositifs de facilitation et d'accompagnements que les différents secteurs présents ont mis en place à ce titre.

Pour le secteur de l'agriculture, les investissements dans les régions saharienne, seront à l'ordre du jour, et ce, à travers l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), qui constitue un outil important d'accompagnement des porteurs de projets.

Il est à mentionner que les travaux du forum se dérouleront sous forme de panels interactifs portant sur le foncier agricole, l'irrigation et l'énergie, l'encadrement financier et enfin, l'agro-industrie, durant lesquels les opérateurs exprimeront leurs attentes et préoccupations auxquels les représentants des différentes administrations vont apporter des réponses appropriées.

Le ministre du secteur, Abdelhamid Hemdani, avait récemment indiqué que la feuille de route du secteur tracée jusqu'en 2024 permettra de réduire la facture d'importation des produits agricoles à hauteur de 2,5 milliards de dollars, notamment des produits de base comme les céréales, le sucre, la poudre de lait et l'huile.

Dans le cadre de cette feuille de route, le secteur entend cultiver l'arachide, le soja et le colza en vue de réduire la facture des importations de ces matières.

De plus, le ministère œuvre à organiser les zones de production à travers les wilayas du pays, ce qui permet de déterminer une cartographie des surfaces agricoles, à l'horizon 2030.

Le secteur s'emploie également à consolider les capacités nationales de collecte et de stockage des céréales, à travers la réalisation de silos en béton, le lancement d'une opération de réalisation de silos en métal et la réalisation d'un centre de collecte de proximité. De surcroît, 13 complexes frigorifiques devront être réceptionnés pendant l'année 2021.

D'autre part, le secteur vise à consolider l'exploitation des oasis, moyennant 668 millions USD destinés aux petites exploitations et à la valorisation des productions camelines.

Dans les régions steppiques, le secteur prévoit le lancement d'opérations de lutte contre la dégradation des terres avec une enveloppe de 9,3 milliards DA puisée des fonds du secteur, et une mobilisation de trois milliards DA pour lutter contre la désertification.

En outre, il est question de stimuler le développement dans les zones montagneuses à travers l'ouverture des sentiers, le rapprochement des sources d'eau et l'encouragement de la plantation d'arbres fruitiers. En matière de remise en état des terres, le secteur œuvre à la récupération des terres inexploitées et poursuit l'assainissement des terres concédées par voie de concession, notamment dans le Sud.

M. B.

LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS À TIZI OUZOU :

«CETTE WILAYA EST UNE TERRE D'ISLAM ET DU CORAN»

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, le Dr Youcef Belmehdi, a déclaré, hier dans la salle du Centre des œuvres sociales, qui était pleine à craquer, que «la wilaya de Tizi Ouzou est une terre d'islam et du Coran».



Devant une assistance nombreuse et composée de personnalités religieuses et d'universitaires ainsi que de représentants de la société civile, le ministre, dans un discours savant, a martelé haut et fort que «certains tentent de salir la Kabylie en prétendant, à travers des discours spécieux et sournois, qu'elle reste fermée et hostile à l'islam». «En vérité, a-t-il poursuivi, cette région, dont je suis moi-même originaire, a toujours embrassé et chéri l'islam».

En parfait connaisseur de l'histoire de l'islam et des valeurs véhiculées par cette religion, le ministre a souligné que «même l'islam, en tant que religion et porteuse d'une civilisation, a maintes fois été la cible d'une campagne de dénigrement de la part d'islamophobes.

Un dénigrement sur la base mensonges et de calomnies». «Il n'en demeure pas moins, a noté le Dr Youcef Belmehdi, que la vérité finit toujours par l'emporter sur le mensonge».

Le ministre a cité de grands noms de savants et intellectuels occidentaux qui ont reconnu la grandeur du prophète Mohammed (QSSL) et les grandes valeurs apportées par l'islam à l'humanité.

Poursuivant son intervention, l'orateur a cité l'exemple de la France coloniale qui a tout fait pour donner une fausse image de l'ALN-FLN en qualifiant nos vaillants et valeureux moudjahidine de «bandits» et de «fellagas», et ce dans le but de gagner à sa cause la communauté internationale, mais en vain. Car cette même communauté internationale n'a pas tardé à découvrir le profil authentique de l'ALN-FLN. En somme, la vérité finit toujours par l'emporter sur le mensonge. «En définitive, a poursuivi le ministre, l'islam et le Coran, en dépit des attaques sournoises qu'ils ont subies, se portent toujours bien».

Allant plus loin encore, le Dr Youcef Belmehdi a expliqué que l'islam est la religion de l'amour et de la raison et, «par conséquent, il faut bannir le discours haineux». Voulant citer l'exemple parfait du pratiquant musulman algérien, l'orateur a informé l'assistance que bon nombre de mosquées ont ouvert leurs espaces pour l'opération vaccinale contre la Covid-19. Abordant ensuite le mois sacré du ramadan 2021, le ministre a rappelé que c'est un mois d'amour et de solidarité et «non le mois des excès et de la gloutonnerie». Et sur ce, le Dr Youcef Belmehdi a clôturé son discours.

Il convient de relever que, par la même occasion, les organisateurs de cette rencontre ont honoré le savant Si Hadj Mohamed Tayeb pour avoir traduit le Coran de l'arabe au tamazight. Après cette rencontre au niveau de la salle du Centre des œuvres sociales, le ministre a pris la direction d'Azazga où il devait se rendre à la zaouïa locale, avant de se rendre à celle de Timizart.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire
République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Sante, de la Population et de la Réforme Hospitalière
Etablissement public hospitalier Sidi Ghilès
NIF : 000842329006049

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions des articles 65,82 du décret présidentiel n° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marches publics et des délégations de service public , l'établissement public hospitalier sidi Ghilès lance un avis d'attribution provisoire **d'Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°02/2021** relatif au projet **prestation de maintenance préventive de l'équipement médical (SCANNER+IRM)** Comme indique ci – dessous.

N° et intitulé du lot	Soumissionnaire NIF	Note de l'Offre Technique	Offre financière minimum non corrigé En TTC	Offre financière maximum non corrigé En TTC	Offre financière minimum corrigé En TTC	Offre financière maximum corrigé En TTC	Délai execution	Observation
Lot1 : Maintenance preventive sur le scanner CANON ADVANCE NS3 CC1552183	SARL AURES Materiel Medical 000016022267071	55 points	2 380 000.00	4 760 000.00	2 380 000.00	4 760 000.00	Durant l'année 2021	Offre unique et economies
Lot2 : Maintenance preventive sur L'IRM ECHELON /NSV811	EURL CIDIS 099916000615363	55 points	1 785 000.00	3 570 000.00	1 785 000.00	3 570 000.00	Durant l'année 2021	Offre unique et economies

Tout soumissionnaire conteste le choix opéré par le service contractant , peut introduire son recours auprès de la commission des marchés publics de l'Etablissement public hospitalier Sidi Ghilès, dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis dans le BOMOP , la presse ou le portail des marché publics, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Tout soumissionnaire peut se rapprocher de bureau de marché publics auprès de l'Etablissement public hospitalier Sidi Ghilès, au plus tard trois (3) jours à compter de premier jour de la publication de l'attribution provisoire, pour leur communiquer ces résultats, par écrit.

Le Jeune Indépendant **du 12/04/2021 / ANEP 2116006482**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPASA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF : 099842019001818

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

En application des dispositions de l'article 65 du décret N°15-247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, relatif à la :

Réalisation d'une école nationale de trésor à Tipasa wilaya de Tipasa
Lot: Reste à réaliser du Bloc (Hébergement + Administration)

Paru dans les quotidiens nationaux « دزاير سيور » en date **du 04/01/2021** et **« Le Jeune Indépendant »** en date **du 04/01/2021 et dans le BOMOP**.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le marché a été attribué provisoirement à l'entreprise désignée ci-après conformément aux paramètres suivants :

ENTREPRISE	N I F	MONTANT HT (DA)	DELAI	CRITERES DE CHOIX
ETB MEKHARIF Souhail	**177192700760191**	**181.280.243,41**	**18 Mois**	L'Entreprise qualifiée techniquement la moins disante

Conformément à l'article 82 du décret N°15-247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires, intéressés sont invités de se rapprocher de la direction des équipements publics au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres , par écrit.

Pour toute éventuelle contestation du choix, un recours peut être introduit auprès da la commission des marchés publics sise au siège wilaya **de TIPAZA** cité administrative dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse ou le BOMOP et ce conformément aux dispositions de l'article 82 du décret N°15-247 du 16.09.201 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Si le 10ème jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, la date\limite pour introduire le recours est reportée au jour ouvrable suivant.

Le Jeune Indépendant **du 12/04/2021 / ANEP 2116006542**

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:27	12:30	16:10	19:06	20:27
CONSTANTINE	04:33	12:35	16:14	19:10	20:31
ALGER	04:47	12:49	16:29	19:24	20:46
OUARGLA	04:48	12:40	16:16	19:10	20:26
CHLEF	04:55	12:56	16:35	19:31	20:51
MOSTAGANEM	05:00	13:01	16:40	19:35	20:56
ORAN	05:04	13:04	16:43	19:38	20:58

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6965 — LUNDI 12 AVRIL 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	19°	11°
Oran	21°	11°
Constantine	18°	10°
Ouargla	30°	16°

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

138 NOUVEAUX CAS, 107 GUÉRISONS ET 4 DÉCÈS EN 24 HEURES

Le nombre des nouvelles contaminations à la Covid-19 en Algérie, a connu hier une légère hausse, avec 138 nouveaux cas, 107 guérisons et quatre décès, portant le nombre total des cas confirmés depuis le début de la pandémie à 118.516, des guérisons à 82.600 et celui des décès à 3.130.
«130 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 107 guérisons et quatre décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas confirmés à 118.516, des guérisons à 82.600 et celui des décès à 3.130», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.



Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à plus de 270 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 0.31 cas pour 100.000 habitants.
Les wilayas, d'Alger (18.407 cas), Oran (12.464 cas), Blida (8.812 cas), Sétif (5.503 cas) et Bejaia (4.595 cas) représentent à elles seules près de 42% des cas de contamination et plus de 30% des décès enregistrés sur le territoire national.
Pr Fourar a également indiqué que 25 wilayas n'ont enregistré aucun cas au coronavirus et 17 autres ont recensé entre un et neuf cas, alors que six wilayas ont enregistré dix cas et plus.
Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourar a fait de 19 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays.
Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Dans le monde, la pandémie provoquée par le nouveau coronavirus a fait au moins 2.942.490 morts depuis l'apparition de la Covid-19 fin décembre en Chine, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles.
Plus de 136.295.557 cas de contamination ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie et au moins 109.604.090 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.
Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées. Sur la journée de samedi, 12.860 nouveaux décès et 703.283 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.
Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 2.616 nouveaux morts, le Mexique (2.192) et l'Inde (839).
Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 561.783 décès pour 31.151.493 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.
Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 351.334 morts et 13.445.006 cas, le Mexique avec 209.212 morts (2.278.420 cas), l'Inde avec 169.275 morts (13.358.805 cas), et le Royaume-Uni avec 127.080 morts (4.368.045 cas).
Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 260 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (240), la Bosnie (222), le Monténégro (217) et la Bulgarie (206).
L'Europe totalisait hier 995.904 décès pour 46.239.235 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 829.491 décès (26.155.031 cas), les Etats-Unis et le Canada 585.064 décès (32.202.350 cas), l'Asie 284.283 décès (19.440.404 cas), le Moyen-Orient 118.368 décès (6.940.672 cas), l'Afrique 115.448 décès (4.342.503 cas), et l'Océanie 1.005 décès (40.053 cas).

Mohamed Mecelti



ANNABA
17 harraga interceptés

A PEINE la mer est redevenue calme et le soleil a refait son apparition, l'émigration clandestine reprend. Dans la matinée d'hier, les éléments des garde-côtes de la wilaya d'Annaba ont, lors d'une patrouille de routine, intercepté à 18 miles, au large des eaux territoriales, à hauteur de Ras El-Hamra, 17 harraga, apprend-on de source sécuritaire. Agés entre 15 et 26 ans, les 17 prétendants de la «traversée de la mort», originaires d'Annaba, d'Oum El-Bouaghi et d'Alger, étaient entassés à bord d'une embarcation de fortune qui a pris le départ depuis la localité de Sidi Salem, dans la daïra d'El-Bouni, en direction de la rive sud de la Méditerranée, en l'occurrence la Sardaigne, dans le sud de l'Italie. Reconduits sur la terre ferme, les 17 clandestins ont été soumis aux formules d'usage, un contrôle médical suivi d'un contrôle d'identité, avant d'être présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal d'Annaba. Retenant à leur encontre la «tentative d'émigration clandestine», les 17 harraga ont été convoqués pour comparaître en citation directe la semaine prochaine devant la barre de la même institution juridique. Il convient de noter que parmi les 17 harraga, plusieurs étaient munis d'un certificat de test PCR. Pour rappel, il y a moins d'une quinzaine de jours, deux embarcations artisanales, avec à leur bord 32 harraga, avaient pris la mer à destination des côtes italiennes avant de disparaître sans laisser aucune trace. D'habitude, les candidats à l'émigration clandestine, une fois arrivés à destination, contactent leurs proches quand ils ne sont pas interceptés par les gardes-côtes. Les familles de ces harraga avaient, pour rappel, alerté les services de sécurité. Ces derniers avaient alors mobilisé deux hélicoptères de recherche, en vain. Un autre rassemblement de familles de disparus s'est tenu devant le consulat de Tunisie, à Annaba, avec l'espoir que les autorités tunisiennes leur fournissent des informations sur les membres de leurs familles restés introuvables. Avec la saison de l'été qui approche et la crise économique qui secoue le pays, il est à craindre, dans les jours à venir, d'enregistrer un grand nombre de candidats à l'émigration clandestine vers l'Italie et l'Espagne.

Nabil Chaoui

CONSTANTINE

«Dar el ibdaa» inaugurée

LES JOURNÉES commémorant la traditionnelle fête de la médina de Constantine ont été ouvertes ce samedi par le chef de l'exécutif de la wilaya en présence des autorités locales et d'artistes et hommes de culture de la ville.
La cérémonie coïncidant avec le début de la saison printanière a été fêtée simultanément avec l'inauguration d'un nouvel espace situé au centre-ville destiné à accueillir des expositions et des ateliers pour «la pérennité du patrimoine culturel de la cité», pour paraphraser le directeur de la culture.
La nouvelle institution a élu domicile au sein de la medersa, bâtisse surplombant les gorges du Rhumel au niveau du boulevard Larbi Benmhidi.
La medersa inaugurée il y a 111 ans au temps de la colonisation a ainsi été rebaptisée «dar el ibdaa» la Maison de la créativité et devra accueillir des expositions et ateliers. Des expositions thématiques d'objets traditionnels constantinois vont permettre aux visiteurs de la cité millénaire d'en savoir davantage sur le passé de la ville. Un espace baptisé «dar ezzamane» regroupant habits et autres outils en cuivre dont des ustensiles jadis utilisés par les constantinois de la médina a été conçu pour justement permettre aux hôtes de la bâtisse d'avoir une approche plus réaliste sur les traditions ancestrales de la cité du rocher.
Quatre écoles d'enseignement d'arts constantinois éliront aussi domicile au sein de la structure et devront prendre en charge la formation de jeunes talents entre 8 et 15 ans dans différents domaines dont la peinture, l'art dramaturge, le malouf et la tariqa aissaouia.
Ces ateliers ont été baptisés des noms d'hommes de culture ayant marqué leur domaines respectif d'indélébiles empreintes, l'artiste peintre Amar Allalouche, l'homme de théâtre Abdelhamid Habbati, le maestro cheikh Kadour Darsouni et Zine Eddine Benabdellah.
La fête de la médina de Constantine dont la traditionnelle distillation de l'eau de rose et de la fleur d'oranger reste l'une des opérations phare a toujours animé les printemps des familles constantinoises bien avant qu'elle ne soit reconquise par les officiels.
Jadis, la tradition millénaire réunissait les familles de la cité autour d'«El Qatar» l'alambic constantinois à base de cuivre construit par les dinandiers de la cité. L'opération qui ne durait qu'un à deux jours était l'occasion pour les habitants de la médina de s'échanger leurs produits dont le plus prisé reste l'extrait le plus pur, communément désigné par «ras el qatar» souvent récupéré dans une sorte de fiasque recouverte en paille désignée par «meguelfa».

Amine B.